A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 740 23 août 1984

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 55 francs
vingt-et-unième année

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021/22 69 10
CP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

ont collaboré à ce numéro:

Jean-Pierre Bossy
François Brutsch
Jean-Daniel Delley
André Gavillet
Vette Jaggi
Pierre Lehmann
Charles-F. Pochon

Points de vue:
Hélène Bezençon
Marcel Burri
Jean-Louis Cornuz
Catherine Dubuis

740

Domaine public

Tautologie

Le comité central du Parti socialiste suisse n'y a pas vu d'inconvénients majeurs. Les mauvaises habitudes demeureront des habitudes, celles de l'intervention des conseillers fédéraux à la radio et à la télévision avant chaque votation fédérale.

Pierre Aubert, conseiller fédéral socialiste, surnommé familièrement Toto, dira, par les ondes, ce que l'on sait déjà depuis le «message» adressé au Parlement, à savoir que le Conseil fédéral propose le rejet des initiatives sur les économies d'énergie et sur l'abolition du nucléaire. Répéter en d'autres termes ce qui a déjà été exprimé, c'est une tautologie.

Mais la totologique, c'est autre chose.

Une fois de plus, on se trouve devant une interprétation déviante de la collégialité et une conception non conforme de la responsabilité de l'Exécutif.

La collégialité implique le secret des délibérations et le respect par la minorité (si minorité il y a) de la décision de la majorité. Ce respect ne veut pas dire conversion, adhésion à une conviction que l'on combattait avant le vote; il signifie que l'on taira désormais, publiquement, son opposition. Au niveau de l'Exécutif, la partie a été jouée; les perdants rentrent dans le rang; mais ils savent que cette partie est reprise en deuxième instance devant le Parlement, puis en troisième instance devant le peuple. A d'autres acteurs d'y tenir leur rôle.

Mais parler devant le peuple, par les ondes réquisitionnées (où est le statut d'indépendance de la radio-télévision?) contre sa conviction ou celle affichée de son parti, c'est une perversion de la collégialité et un brouillage de la démocratie directe. La responsabilité du Conseil fédéral n'est pas engagée dans une votation de démocratie directe. Souvent les projets ne sont plus les siens, mais ceux, amendés, du Parlement. C'est d'ailleurs le Parlement qui adresse au peuple son préavis. En

cas d'échec, le Conseil fédéral n'est pas tenu de démissionner. L'engagement direct et personnel des membres du Conseil est donc un glissement vers la responsabilité gouvernementale au sens traditionnel du terme, celle des pays qui ignorent la démocratie directe à la manière helvétique.

Nos institutions ont pourtant fonctionné avant l'invention de la télévision ou de la radio!

Si la politique, avant toute chose, a besoin de sincérité, comment faire croire à la politique, si un conseiller fédéral dit dans une allocution, précuisinée, qu'il défend ce qu'il n'aime pas et ce que les siens repoussent.

Comme membre du Conseil d'Etat vaudois, il m'est arrivé de soutenir devant le Parlement des projets qui n'étaient pas tels que mon département les avait conçus. C'est la règle du jeu. Mais jamais, au grand jamais, il ne serait venu à l'idée du Conseil d'Etat d'exiger que cet engagement s'étende à des prises de position publiques obligatoires avant les votations. Par décision interne, les membres du Conseil d'Etat vaudois s'abstiennent, sur des objets de politique cantonale, de faire partie de comités d'action. La collégialité est respectée dans la réserve et non par une unanimité de surface. L'«Unanimité» fédérale a d'ailleurs, en fonction du «tirage au sort» — qui parlera, et sur quel média, du sujet un ou du sujet deux? — quelque chose de dérisoire. Pour qui le Schwarzpeter?

A Berne, le congrès extraordinaire du Parti socialiste suisse, après avoir confirmé sa volonté de participer à l'Exécutif, avait, par diverses résolutions, souhaité ce genre de clarification.

Quand était-ce? — En 1984.

A. G.

Comme prévu, dès le prochain numéro qui paraîtra le 7 septembre, nous reviendrons à notre rythme normal de parution, toutes les semaines. Une douce habitude qui ne date pas d'hier, puisque le premier DP hebdo est sorti de presse le 3 mars 1972. A bientôt donc.

Consulter c'est plus sûr!

Les vacances politiques ne concernent pas les procédures de consultation. Malgré l'été, le moulin fédéral continue de tourner. Pendant le mois d'août, partis et organisations ont fait connaître leur position au sujet de la limitation de vitesse sur les routes et autoroutes. Pas ou peu de surprises.

Une fois encore, la question mérite d'être posée (cf. DP 737: «Comment blanchir les phosphates»): à quoi peut bien servir une telle procédure sur un sujet où la marge de manœuvre est quasi nulle? Ou on abaisse la vitesse, ou on s'en tient au «statu quo»; pas de milieu, pas de compromis possible. Il ne s'agit pas d'une législation complexe où on peut discuter des modalités et de l'intensité de l'intervention étatique, par exemple.

Cette généralisation de la procédure de consultation, notamment dans les domaines qui relèvent de la seule compétence de l'Exécutif, reflète surtout l'indécision du Conseil fédéral, son incapacité d'agir là où la loi lui en donne la compétence. En définitive, la précaution qui consiste à solliciter constamment l'avis des organisations, sous prétexte d'aboutir à un large consensus social, conduit à dévaloriser et l'Exécutif et le Parlement, au profit de comités restreints — ceux qui préparent la réponse, aussi bien des partis politiques et des organisations que des cantons — dont la légitimité démocratique n'est pas au-dessus de tout soupçon. Reste que parfois les réponses adressées à l'Exécutif fédéral sont révélatrices de l'état d'esprit de leurs auteurs, à défaut d'enrichir le débat de données nouvelles. Ainsi le Conseil d'Etat vaudois dit «non» aux limitations de vitesse, notamment parce qu'il croit la police incapable de faire respecter ces mesures. Etrange manière, pour un gouvernement,

de faire porter le chapeau à une administration subordonnée. Et si l'Exécutif vaudois — par ailleurs porté à manifester son autorité — avait clairement expliqué à la police et à la population l'intérêt d'une telle mesure?

Ainsi le Parti radical suisse dit «non» aux limitations de vitesse qui porteraient une atteinte disproportionnée à la liberté individuelle et mettraient en péril le fédéralisme. Imposer Kaiseraugst à une partie du pays, en revanche... Il faudra un jour reconstituer la conception radicale de la liberté et du fédéralisme sur la base de ses différentes prises de position. Le résultat ne risque pas d'être triste. Quel méli-mélo.

POINT DE VUE

Trafic

En ces temps de consultation, quelques réflexions inspirées par un récent séjour au Québec et sur la côte est des Etats-Unis. La circulation automobile y est constamment limitée: 60 km/h min., 100 km/h maximum sur les autoroutes au Canada; 40 miles/h min., 55 miles/h maximum aux Etats-Unis. Ces limitations ne semblent pas sérieusement mettre en cause les facultés de déplacement de ces attardés du Nouveau-Monde.

En revanche, les conséquences en sont immédiatement perceptibles.

Fluidité du trafic et sécurité: tout le monde roule à peu près à la même vitesse; dépassements décontractés, par opposition à ce que nous connaissons sur nos autoroutes, où l'on doit «sauter» la voiture précédente, non plus par crainte de ce qui vient en face, mais bien de ce qui surgit derrière.

Circulation relativement silencieuse: inutile de «tirer» sur ses vitesses, la plupart des voitures ayant une boîte automatique, d'où le proverbe: «Mieux vaut être au volant d'un veau qu'un veau au volant»; sans compter que la consommation d'essence doit aussi s'en ressentir.

Minimum de stress: inutile de courir après l'onde

verte, le couteau entre les dents, la majorité des feux n'étant pas synchronisés.

En un mot, dans cette étrange contrée, l'automobile est un moyen de transport, et non une incarnation (si on ose dire!) de la libido de son conducteur.

Côté pollution, chaque station-service est équipée de trois colonnes: une d'essence avec plomb, une de normale sans plomb, une de super sans plomb. Et les deux voitures que nous avons louées carbureraient à l'essence sans plomb uniquement.

Ajoutons, pour la vérité de l'histoire, que l'on voit circuler d'invraisemblables véhicules, dont aucun n'aurait l'autorisation de rouler chez nous, et cela malgré les rappels d'expertise affichés dans de nombreuses stations-service. Paraphrasant la fameuse anecdote de Gilles, on serait tenté de dire: «Pour la rouille, c'est conforme; mais il y a des traces de peinture!»¹

Catherine Dubuis

¹ Résultat d'une prise de sang effectuée sur un bouillant automobiliste; dans le procès-verbal du gendarme, cette phrase: «Pour l'alcool, c'est conforme; mais il y a des traces de sang.»

NUCLÉAIRE

Trente «personnalités» dans le vent

Une trentaine de membres du Parti socialiste suisse approuvent donc une déclaration de cinq pages favorable au tout-nucléaire, pompeusement intitulée «L'énergie atomique et l'environnement dans l'optique de personnalités socialistes». Pour la plupart de ces «personnalités», pas de surprise: elles ne font que persister et signer un document qui résume leurs convictions intimes, déjà connues et diffusées plus ou moins largement. Pourquoi pas? Ce qui est nouveau, c'est que ces socialistes-là estiment indispensable de se désolidariser publiquement de la position («oui» aux initiatives) de la

formation politique à laquelle ils appartiennent. La date choisie pour ce happening, l'accent mis lourdement sur la dignité professionnelle des signataires, le sens de cette manœuvre de dernière heure est clair: il s'agit d'abord de brouiller les pistes politicardes, et non d'éclairer le débat de fond. Les questions posées par les initiatives sont assez délicates pour que les citoyennes et les citoyens qui cherchent eux-mêmes à se déterminer nettement pour le 23 septembre ne s'embarrassent pas de ces tardives magouilles estivales.

A l'examen de cette liste, un premier constat: ce sont tous les noms qui manquent! Le «message» dissident n'a pas passé, même agrémenté de la peur du manque d'électricité et corsé par les menaces

POINT DE VUE

M. Victor Lasserre

Il y a quelques semaines (DP 738), DP reproduisait quelques lignes tirées d'un éditorial d'«Entreprise romande», signées Victor Lasserre, se trouvant défendre des opinions chères à Pierre Lehmann au chapitre de la protection des eaux.

Abordant dans le même texte le problème des experts dans le débat électronucléaire, Victor Lasserre rejetait l'avis d'un autre collaborateur de DP, Marcel Burri, professeur de géologie à l'Université de Lausanne et auteur d'un livre qui vient de paraître aux Editions d'En bas (c.p. 304, 1017 Lausanne 14), «Qu'en faire? Les déchets radio-actifs, un problème non résolu».

Voici la réponse de Marcel Burri à l'éditorialiste de l'hebdomadaire patronal genevois!

«On ne suivra pas cet autre professeur d'Université, 'de réputation internationale', à en croire ses amis, mais dont la plus grande notoriété tient à sa

planant sur l'emploi. Un minimum de Romands, Hauri, préfet de Moutier, et le Biennois Nobel, flanqués de la Genevoise Jeanne Hersch de service. Un minimum de femmes, trois au total. Et finalement, de façon presque caricaturale, des «personnalités» très familières de cette concentration du pouvoir (énergétique) qui est l'une des caractéristiques de la société nucléaire.

Pour le reste, même si l'argumentation développée est subsidiaire face à l'effet recherché, elle demeure navrante dans ses grandes lignes: répétition de slogans usés, certains même abandonnés par les défenseurs du nucléaire, comme si l'on pouvait revenir aux balbutiements du débat énergétique; proclamation ponctuelle en vue de la votation, comme si le choix de société pouvait être éludé.

manie de diffamer ses pairs qu'il accuse d'être soit incompetents, soit vendus au 'lobby nucléaire', soit encore de cumuler ces deux tares.»

Vous avouerais-je que je me suis reconnu à «la réputation internationale»: c'est, en effet un cadeau de mes amis bien intentionnés, cadeau qui m'a surpris et qui a dû amuser quelques collègues. Mais voilà que ce cadeau révèle son utilité, car, sans lui, je ne me serais pas reconnu dans la description de M. Victor Lasserre.

Suis-je atteint d'une manie? Manie: trouble de l'esprit possédé par une idée fixe (Robert). Je recherche dans mes écrits passés la trace de ce trouble; ils portent sur des études concernant les dépôts de l'Ere quaternaire, sur divers plissements du Valais occidental dans lesquels je recherche en vain la trace d'une critique envers d'autres géologues. Ai-je diffamé mes pairs? Diffamer: chercher à porter atteinte à la réputation, à l'honneur de quelqu'un (Robert). Pair: personne semblable quant à la fonction, la situation sociale (Robert).

Donc j'aurais cherché à porter atteinte à la réputation d'autres géologues. Il doit s'agir du petit livre

sur les déchets radioactifs qui reprenait toute une série d'articles parus ici-même. Or dans ce livre je me suis efforcé de donner une certaine publicité aux intelligentes recommandations formulées par le groupe des géologues consultés par la Confédération. Ce faisant, ai-je porté ombrage à leur réputation? J'ai aussi repris les remarquables conclusions de la Commission Castaing qui, dans le domaine des déchets nucléaires, s'est prononcée de manière très catégorique en France voisine: ai-je dit du mal de qui que ce soit? Je crois même bien que dans mon petit livre, il n'y a pas un seul mot contre un géologue, qu'il soit mon pair ou mon supérieur.

Bien sûr, j'ai attaqué les institutions, mais toujours en citant mes sources et en rapportant des faits. Est-ce ma faute si le président de la CEDRA se contredit à la radio? Est-ce ma faute si la CEDRA nous promet des granites et trouve du charbon dans un Carbonifère annoncé par d'autres? Est-ce ma faute si la Société helvétique des sciences naturelles patronne la publication d'un opuscule sur le problème du gaz carbonique dont les bases scientifiques sont douteuses? Est-ce ma faute s'il n'y a pas, en Suisse, de Service géologique et si nos connaissances du sous-sol sont mauvaises? Et je n'ai jamais accusé la CEDRA d'être vendue au lobby nucléaire, j'ai seulement dit qu'elle était financée par les producteurs d'énergie, ce qui, d'ailleurs, figure dans ses statuts.

Dans l'article de M. Victor Lasserre, il était question d'expert. Je vais donc me permettre un conseil à ce monsieur que je pourrais considérer comme un expert de la communication: c'est d'apprendre le sens des mots.

Cette critique envers mon petit livre me reconforte: j'ai dû toucher une corde sensible, puisqu'on se croit obligé de me diffamer. Un des directeurs (ou sous-directeur) de l'EOS a aussi affirmé que ce petit bouquin était bourré d'erreurs. J'en attends toujours la liste, des fois qu'on ferait une deuxième édition...

Marcel Burri

Les émigrants prennent leurs distances

Les résultats des récentes élections européennes devraient faire l'objet d'analyses attentives; ils livrent en effet des informations utiles que l'on pressent à la lecture de données partielles.

Prenons par exemple les votes des émigrants italiens en Allemagne publiés dans la revue «Incontro» (paraissant à Berlin) dans son numéro de juillet/août!

Par rapport aux élections de 1979 et en raison d'une campagne de sensibilisation menée par l'Ambassade d'Italie et par les autorités allemandes, la participation au vote a fortement augmenté et a atteint 48% des électeurs au bénéfice du droit de vote. Soit plus de 100 000 votants et un peu plus de 96 000 bulletins valables.

Comparons les votes des émigrants italiens en Allemagne avec les résultats obtenus pour toute l'Italie (près de 35 millions de votants):

	<i>Emigrants en Allem.</i>	<i>Italie global</i>
Communistes (PCI)	35,5%	33,3%
Démo-chrétiens (DC)	22,5%	33,0%
Socialistes (PSI)	15,6%	11,2%
MSI (extr. droite)	5,5%	6,5%
Sociaux-démocrates	8,8%	3,5%
Libéraux et Républic.	2,6%	6,1%
Démocratie prolét.	4,7%	1,4%
Libertaires (radicaux)	1,4%	3,4%
Autres	3,4%	1,6%

A noter que la plus faible proportion de votes communistes a été enregistrée à Berlin (27,5%) et la plus forte à Dortmund (40%).

Le système de vote imposé aux émigrants en Suisse ne permet pas de disposer de données semblables pour la Suisse...

Electricité: le nucléaire inutile

En prévision des votations du 23 septembre prochain, le ton continue de monter... et s'estompent les éléments de fait à partir desquels citoyens et citoyennes devront se déterminer. L'une des équivoques les plus habilement entretenues dans les milieux favorables au développement du nucléaire touche aux économies d'électricité.

Le lobby électronucléaire (EN), sur ce point en parfaite symbiose avec l'Office fédéral de l'Energie (OFEN), est pris dans une contradiction. D'un côté, il se sent obligé de tenir un discours favorable aux économies d'énergie et, de l'autre, il prétend que la consommation d'électricité ne peut que croître (jusqu'à quand? il ne le dit pas), ceci afin de justifier la construction de nouvelles centrales nucléaires. Il en résulte une sorte de double jeu:

<i>Agents énergétiques</i>	SERVICES: <i>Chaleur</i>	<i>Travail mécanique</i>	<i>Chimie</i>	<i>Lumières</i>	<i>Total</i>
Pétrole + Gaz	- 16,7	+ 16,0	-	-	- 7,5
Combustibles solides	+ 13,9	-	+ 35,8	-	+ 15,0
Electricité	+ 46,2	+ 27,9	- 30,5	+ 47,7	+ 32,0
Total de tous les agents	- 5,6	+ 18,2	- 45,5	+ 47,7	+ 1,4

Il ressort de ce tableau que c'est la chaleur qui accapare la plus grosse part de l'énergie consommée en Suisse (62%). Par ailleurs, on constate que la moitié de l'électricité consommée sert à faire de la chaleur (utilisation non spécifique). Soit, finalement, une énorme quantité d'énergie de haute qualité pour produire une part comparativement faible (10% du total, 16% de la demande de chaleur) d'une demande d'énergie de basse qualité.

soit les économies d'électricité sont présentées comme quasi impossible, soit on cherche à nous faire croire que, par une sorte de miracle, l'augmentation de la consommation d'électricité est en réalité une économie d'énergie. Et d'en arriver même à dire qu'il ne faut pas mettre les économies d'énergie en concurrence avec la production d'énergie (E. Kiener, responsable de l'OFEN, discours devant l'Association suisse pour l'Energie atomique, ASPEA, le 21.11.83 à Zurich)!

Les économies d'électricité, à confort égal, sont bien entendu tout aussi possibles que celles de pétrole ou d'autres agents énergétiques. Et ces économies sont d'autant plus nécessaires que l'augmentation de la consommation d'électricité, si elle se poursuit, devrait selon EN/OFEN être satisfaite par l'énergie nucléaire, laquelle n'est ni renouvelable, ni indigène (crise inévitable à terme)...

Quelques éléments de fait.

Tout d'abord, la consommation d'énergie finale en Suisse. La voici, pour 1983, exprimée à la fois en PJ (1 PJ = 10¹⁵ J, soit environ 24 000 tonnes de mazout) et en pourcentages du total (chiffres entre parenthèses):

Deuxième constat: la consommation d'électricité à travers les années.

Il est fort instructif de comparer les statistiques de consommation d'énergie finale pour les années 1973 et 1983. Sur l'ensemble de cette décennie, la consommation totale d'énergie finale (disponible pour le consommateur) n'a que très peu varié:

674 PJ en 1973 et 684 PJ en 1983. La manière d'utiliser l'énergie a en revanche subi des modifications importantes comme le montre le tableau ci-

dessous, en pourcentages établis sur la base des données statistiques fournies par l'OFEN (signe + : consommation plus forte en 1983)!

<i>Agents énergétiques</i>	SERVICES: <i>Chaleur</i>	<i>Travail mécanique</i>	<i>Chimie</i>	<i>Lumières</i>	<i>Total</i>
Pétrole + Gaz	314 (46)	192 (28)	—	—	506 (74)
Combustibles solides	39 (6)	~ 0 (~0)	2 (~0)	—	41 (6)
Electricité	68 (10)	49 (7)	7 (1)	13 (2)	137 (20)
Total	421 (62)	241 (35)	9 (1)	13 (2)	684 (100)

On voit que les besoins en chaleur totaux ont diminué de 5,6% entre 1973 et 1983, mais que dans la même période la consommation d'électricité-chaleur a augmenté de 46,2%. Cette augmentation représente annuellement une énergie électrique de 21,3 PJ, soit en gros la production d'une centrale nucléaire comme Leibstadt. Mais cela n'équivaut qu'à 5% des besoins de la demande totale de chaleur de 1983, qui a été de 420,4 PJ. En d'autres termes: *on a augmenté de manière considérable et à grands frais la production d'électricité pour ne fournir que le 5% d'une demande de chaleur qui a baissé spontanément d'une quantité à peu près équivalente.*

Il est clair qu'avec une politique active d'encouragement aux économies d'énergie, on aurait pu se passer de cette production supplémentaire d'électricité-chaleur. Et il convient de rappeler que l'utilisation de l'électricité pour la production de chaleur à basse température est un non-sens du point de vue de l'économie énergétique.

LA PART DES MÉNAGES

Venons-en maintenant aux économies d'électricité dans les ménages!

Selon l'OFEN, les ménages consomment un peu plus du quart de l'électricité utilisée en Suisse, soit 36,4 PJ en 1983; près des trois quarts de cette

électricité-ménage sert, selon l'OFEN, à faire de la chaleur (26,4 PJ en 1983).

La Suisse compte en gros 2,4 millions de ménages (moyenne de 2,6 personnes par ménage); il en résulte que chaque ménage consomme en moyenne environ 3900 kWh par an (1 PJ = 278 millions de kWh).

Considérons les appareils électriques utilisés dans les ménages. Une étude de l'EPFL¹, analysant les consommations des divers appareils ménagers, arrive à la conclusion que la consommation annuelle moyenne d'électricité des ménages devrait être d'environ 2400 kWh, dans la mesure où ces ménages n'utilisent pas l'électricité pour chauffer leurs locaux. Cette étude montre, en plus, que les plus gros consommateurs d'électricité sont, dans l'ordre:

- Les boilers électriques pour faire de l'eau chaude (typiquement 1800 kWh/an).
- Les machines à froid (frigos et congélateurs) (typiquement 400-700 kWh/an).
- Les cuisinières électriques (typiquement 650 kWh/an).
- Les humidificateurs (typiquement 550 kWh/an).
- Les lave-vaisselle (typiquement 450 kWh/an).
- Les lave-linge (typiquement 300 kWh/an).

On peut donc constater que la consommation effective des ménages, selon les statistiques de

l'OFEN, est largement supérieure à ce qui apparaît comme nécessaire en fonction du parc d'appareils ménagers. La différence est probablement due en bonne partie au chauffage électrique (en général direct), dont le rendement est très mauvais, surtout si la part du nucléaire dans la production d'électricité est importante.

SURVEILLER LES MACHINES

Dans les détails, des précisions utiles. On savait depuis longtemps que les *machines à froid* sont grosses consommatrices d'électricité; c'est dû essentiellement à des appareils mal conçus ou mal isolés ou défectueux; il est sans autre possible de diminuer de moitié leur consommation. Le rendement des *cuisinières électriques* dépend de l'état des plaques et des casseroles; il diminue très rapidement si ces éléments ne sont pas parfaitement plats, ce qui est malheureusement très fréquent. Les *humidificateurs* sont inutiles dès que les maisons sont très bien isolées. Pour les *lave-vaisselle* et les *lave-linge*, les économies dépendent du mode d'utilisation (remplissage) et des quantités d'eau mises en jeu; des modèles récents existent qui utilisent notablement moins d'eau que les plus anciens. Pour ce qui est des *boilers à eau chaude*, il en existe qui sont équipés de pompes à chaleur et fournissent la même quantité d'eau chaude pour une consommation d'énergie deux fois moindre; par ailleurs, on peut faire de l'eau chaude avec le soleil. On voit donc que le potentiel d'économies d'électricité dans les ménages est considérable. Il n'est pas exagéré de l'estimer au 30% de la consommation actuelle. Il est vraisemblable qu'un potentiel équivalent existe dans l'industrie, l'artisanat et les services. Il est infiniment plus rentable de mettre en valeur ce potentiel d'économies que de produire de l'électricité supplémentaire. De plus, cela créera beaucoup plus d'emplois.

P. L.

¹ Eléments de la structure de la demande d'électricité dans les ménages. IENER/EPFL, 1.10.80, N° 601.114, D. Bonnard, F. Vuille, B. Saugy.

Pendules remises à l'heure

Passionnante démarche des syndicats genevois de l'horlogerie (FTMH et FCOM), qui se sont adressés à un journaliste et — n'ayons pas peur des mots — écrivain pour mieux faire connaître la réalité de ce secteur de la prospérité du bout du lac. Et passionnant bouquin que celui de Jean Steinauer¹. Impressionnant travail aussi, pour rencontrer les acteurs, s'imprégner de l'esprit et reconstituer les péripéties de cinq années savamment replacées dans leur contexte.

Le détonateur, ce fut l'affaire Gay Frères en 1978-79: un exemple d'école d'entreprise paternaliste, refusant les syndicats et licenciant deux représentants des salariés. Des semaines d'action, les gros

titres dans les quotidiens locaux, suites judiciaires... Une expérience qu'il valait la peine de raconter.

Mais le livre ne s'arrête pas à cela, ou aux autres conflits qu'il conte: c'est d'abord une grande fresque, une tranche d'histoire sociale, des ateliers miteux de la périphérie genevoise aux luxueuses boutiques de la rue du Rhône. Avec un regard propre, empreint de sympathie nostalgique pour ceux dont il décrit la vie face à la restructuration de l'industrie horlogère. Il faut remercier la FTMH et la FCOM d'avoir tenu ce pari: elles n'ont pas craint d'ouvrir leurs archives, de laisser voir aussi le monde syndical tel qu'il est; elles en sortent grandies.

F. B.

¹ Jean Steinauer, *L'Horloge flétrie*, diffusion éd. d'En Bas, case 304, 1017 Lausanne 17.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Toutes choses n'étant pas égales...

Installé, comme chaque été, au *Bar Italia* à Torre Pellice, prov. di Torino.

Occupé à lire Gottfried Keller en vue d'un livre qui doit paraître l'an prochain — lequel Keller, après avoir été chassé de l'école pour indiscipline (selon l'autorité...); après avoir raté une carrière de peintre; après avoir participé à deux coups de main plus ou moins terroristes contre les catholiques lucernois — sans préjudice de différentes beuveries, rixes, scandales sur la voie publique — devint chancelier de l'Etat de Zurich (un chancelier irréprochable) et bon maître de la littérature suisse allemande et de la démocratie helvétique (cf. *Gottfried Keller Stiftung*) — voilà une vie, une carrière qui n'est pas absolument univoque!

... Lequel Torre Pellice s'apprête à participer à la fête de l'*Unità*, le quotidien du Parti communiste

italien — sous le signe du «compagno Berlinguer» unanimement pleuré, «*Segretario Generale del Partito comunista italiano (...) L'uomo del nuovo socialismo e della lotta per la pace... Una grande forza politica e morale della democrazia... Un uomo giusto*»!

Et tout de suite après, ce sera le Synode de l'Eglise protestante des Vaudois du Piémont et d'Italie, auxquels se sont joints les méthodistes.

Programme chargé, car enfin beaucoup de Vaudois du Piémont sont en même temps membres du Parti communiste — y compris tel ou tel pasteur — ou en tout cas sympathisent avec le parti, tel Tullio Vinaï, le fondateur d'*Agapè*, au Piémont, et de Riesi en Sicile, et auteur d'un livre sur le Vietnam qui avait retenu l'attention voici quelques années. Et naturellement anciens résistants, ou fils ou neveux d'anciens résistants au fascisme (en leur qualité de protestants et de francophones?) ou de victimes des Allemands ou des néo-fascistes.

Ce qui m'amène tout naturellement à méditer sur le petit livre d'Olivier Delacrétaz, fort bien édité

par les «Cahiers de la Renaissance vaudoise»: «Introduction à la politique rédigée à l'intention des ecclésiastiques vaudois (*vodesi* et non *valdesi*!) sur la base de cinq affaires controversées.»

Les cinq affaires dont il s'agit: l'initiative *Etre solidaires*; l'initiative *Pour le droit à la vie*; l'affaire Pellaton; l'initiative pour un service civil et la question du «Synode protestant suisse» dans ses rapports avec les Eglises cantonales.

La thèse (outrageusement schématisée, je l'avoue): que l'Eglise doit se garder de s'engager sur le terrain politique, ou qu'en tout cas elle ne doit le faire qu'avec la plus extrême prudence; que, notamment, son intervention ne doit pas porter «le moindre préjudice à sa tâche spécifique qui est la conservation et la propagation de la Révélation» et ne doit pas avoir pour conséquence «de diviser l'Eglise et le peuple des chrétiens».

Ne pouvant prétendre honnêtement appartenir à l'Eglise, je ne crois pas avoir le droit de juger. Ces propositions paraissent raisonnables. Je dirai cependant que pour l'observateur extérieur, l'Eglise très *engagée* (entre autres, dans la lutte pour la paix) des Vaudois du Piémont paraît au moins aussi vivante et aussi saine que l'Eglise vaudoise. Je dirai aussi que lisant la «Déclaration de Barmen» (Barth, Niemöller), dont nous célébrons cette année le cinquantenaire, je ne suis pas certain que les positions soutenues par Olivier Delacrétaz l'auraient amené à l'époque à contresigner ce que l'on a appelé «Le principal témoignage de la résistance des chrétiens au régime de Hitler» — car, très certainement, la Déclaration de Barmen eut pour conséquence de diviser l'Eglise (allemande) et les chrétiens!...

J. C.

MOTS DE PASSE

Maintenant

On en parlera demain.
Si on a le temps.

Hélène Bezençon

Domaine Public 730-739

Neuvième livraison de l'index des textes parus dans ces colonnes, promis à nos lecteurs.

Cette semaine, DP 730 (17.5.84) à DP 739 (9.8.84).

ORGANISATION POLITIQUE, DÉMOCRATIE

732 (1). Fait du prince et information (accès à l'information et pouvoirs publics) (F. B.).

Initiatives

732 (8). Démocratie. Initiative: mode d'emploi, svp.

734 (8). Genève. Logement: une initiative inutilisable.

736 (8). Genève. La famille et la parlote.

Cantons

732 (3). Réduit linguistique. 500 ans après Marignan (l'allemand et les dialectes).

735 (1, 2). Sont fous, ces Bâlois! (Y. J.).

Partis

732 (5). Zurich. Quand les radicaux mettent le paquet.

735 (6). Voisinage. La méthode allemande (SPD).

736 (5). Voisinage. Frontaliers à droite.

Xénophobie

732 (6). Voisinage. Etrangers d'ici et d'ailleurs (élections communales néerlandaises).

738 (2, 3). Réfugiés. Nouvelles frontières africaines — Annexe. Le décompte « officiel » des réfugiés en Afrique.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

734 (2). Lutte contre le chômage. L'avant-garde neuchâteloise.

734 (2). Conjoncture. Des hauts et des bas.

734 (3). Structures. Après la montre (chômage au Locle et à La Chau-de-Fonds).

734 (4, 5). Ménage. Les argentiers passent, les économies demeurent.

739 (1). Intox estivale (« moins d'Etat » patronal).

International

732 (4, 5). Aide au développement. Qui n'avance pas recule.

733 (2, 3). L'argent n'a pas d'odeur. Les bons amis de M. Pieter Botha.

733 (2). Engagement. Contre l'apartheid.

733 (3). *Point de vue*. Racisme: on nous a menti (Laurent Moutinot).

734 (1). Le beurre et l'argent du beurre (morale et commerce) (J. D.).

SECTEURS ÉCONOMIQUES

731 (4). Coopératives. De l'idéal au tiroir-caisse.

734 (6). Transparence. Le hit-parade suisse (classement des entreprises).

736 (4, 5). Rituel annuel. Plus d'Etat agricole.

738 (1, 2). Des lendemains qui pianotent (informatique) (F. B.).

739 (2, 3). Le petit livre M. Moi, Pierre Arnold, manager.

Banques

730 (6, 7). Les coups de pouce de l'initiative.

731 (1, 2). Double défaite (initiative sur les banques) (L. B.).

733 (1). Tradition. Tendance au gigantisme (bancaire).

733 (6). Après le 20 mai. Banques: oh! les beaux jours.

733 (8). *Confidentialité*. Sphère privée: un secret bien partagé.

737 (4, 5). Grandes manœuvres. Petit crédit: la tenaille bancaire.

Horlogerie

736 (2, 3). En Asie et dans le Jura, le temps presse (« Horlogerie suisse et tiers monde », J.-F. Blanc).

736 (3). Gérard Bauer. Le capitalisme horloger n'a pas saisi sa chance.

Bâtiment

733 (4, 5). Paix du travail. Quand le bâtiment ne va pas...

733 (5). Optique syndicale. Productivité en nette hausse.

ENVIRONNEMENT, INFRASTRUCTURES

731 (6). Alliance Berne-Genève. Chillon menacé (A. V.).

738 (4, 5). Nouvelle idéologie et architecture. Encolonnade (gymnase de Nyon) (A. G.).

738 (5). Annexe. Architectes entre deux chaises.

738 (6, 7). Des mouvements aux partis. Cadre de vie: une voie de gauche (E. S.-P.).

Logement

734 (8). Vaches maigres. Christian Grobet dans le collimateur.

735 (4). Congés-ventes. Protection des locataires: du pain sur la planche.

Lex Furgler

735 (8). Genève. Le procureur et les contribuables.

Epuration des eaux

730 (1, 2). De l'épuration à la protection (II). Cinquante litres d'eau par jour (suite de DP 729) (P. L.).

737 (4). Intox. Comment blanchir les phosphates.

738 (8). Phosphates et caca. Déchets: nouvelles du front.

Transports, communications

731 (6, 7). *Courrier*. Chers trains (M. Béguelin) (réponse à G. Stauffer, DP 729).

732 (6, 7). Ces chers trains (suite). J'ajouterais néanmoins que... (G. S.).

736 (1, 2). Cointrin: le piège (V. R.).

Routes

734 (5). Trafic. Quand c'est aux cyclistes de passer.

735 (4). *Point de vue*. 80/100: il y a rapport et rapport... (J.-C. Hennet).

735 (5). Routes et autoroutes. Les morts et les libertés.

735 (5). Vroum. Les partisans de la vitesse aboient et les limitations passent.

Energie

730 (1, 2). Pour une poignée de kWh (faiblesse du débat parlementaire sur les initiatives) (J. D.).

733 (4). Des barrages aux centrales. Energie: la facture valaisanne.

735 (2, 3). Laisser-faire. Desmeules et les potiches (CVE).

736 (6, 7). CO₂. Effets de manches et effets de serre (P. L.). Annexe: Hugh Elsaesser. La réalité et les modèles.

737 (1, 2). Arrogance et mépris (le débat public selon le lobby pronucléaire) (L. B.). Annexes: Démocratie. Des fonds confisqués — Technocratie. La toile d'araignée électronucléaire.

737 (3). Lobby à l'œuvre. Le nucléaire contre le charbon (P. L.).

738 (6). Déchets radioactifs. Les Américains ont des doutes.

739 (1). Société secrète (plutonium).

739 (4-7). 23 septembre. Initiatives énergétiques: avant... après! (P. L.).

739 (6). Energie et déchets. Demandez le programme DP!

SANTÉ, SECURITE SOCIALE

733 (1). Le chapeau des évêques (« Droit à la vie ») (A. G.).

Assurance-maladie

731 (4, 5). HMO. La chance des caisses-maladie (organisations de maintien de la santé).

737 (8). Assurances. La mutualité muette (A. G.).

Démographie

730 (4, 5). La Suisse, un pays ridé (tableaux: La population dans les cantons suisses 1979-1982 — L'avenir démographique de la Suisse).

732 (2). *Courrier*. Pyramide des âges: préparons l'avenir! (L. Rebeaud).

732 (2, 3). Bébés. Démographie mondiale: l'Europe à la traîne.

INSTRUCTION PUBLIQUE, ÉDUCATION

732 (8). Genève. Collège Calvin: le jour et la nuit.

734 (6). Ecole vaudoise. Papier à musique parlementaire (A. G.).

734 (8). *Point de vue*. Querelles d'écoles (Edm. K.).

ARMÉE, SERVICE CIVIL

732 (6). DP. Léopard: huit mois après.

737 (6). Objection de conscience. La copie des commissaires.

739 (3). Après le 1^{er} août. Méditation patriotique (défense nationale).

739 (8). Marchands de canons. Pilatus: le réveil en sursaut du DMF.

COMMUNICATION

730 (3). Goût du jour. Foire à la communication (Muba).

Presse

731 (7). CRT. Liberté chérie (« Liberté ») (Y. J.).

731 (8). On ne prête qu'aux riches.

735 (8). Concentration « alternative ».

737 (8). Comptes. Domaine Public 1983.

Radio-télévision

735 (3). Voix de son maître. Excès de zèle à la Radio romande.

739 (1). TV: toujours plus.

EN OUTRE

Notes

731 (8). Une autre Genève des années trente (Julia Chamorel, « La cellule des écoliers ») (C.-F. P.).

734 (5). FRC. Un dictionnaire rentable (« Guide du consommateur — ABC... Droits »).

735 (6). « Une petite pensée humaine » (Dres Balmer, « L'heure de cuivre ») (C. Dubuis).

Histoire

734 (7). Visite. Michel Bakounine à Berne.

737 (5). Genevois de toujours.

737 (6). Rappel. Michel Foucault 1926-1984.

738 (8). Deux siècles dans les vignes.

Signes

731 (2, 3). Entretien avec J. Bouveresse. Le mildiou et la philosophie.

732 (8). Phänomena. Zurich en folie.

734 (4). Carrière. Bonny soit qui mal y pense.

735 (3). Le lion mort et l'âne vivant (conférence de T. Todorov) (A. G.).

736 (4). Néologisme politique. Avec le préfixe « dés » et le suffixe « tion » (A. G.).

USAM

L'homme politique idéal

Le «Journal de la Construction de la Suisse romande» (1.8.84, n° 15) commente les changements intervenus à la tête de l'USAM et distribue les compliments. Ils sont significatifs: A propos d'un ancien:

«... Otto Fischer, ... une puissance capable de faire trébucher le meilleur projet de loi...»

et du candidat

«Mine de rien, quand Alfred Ogier menace, le monde politique tremble...»

Tout un idéal!

USP - UPS

Paysans: la nouvelle donne

L'Union des producteurs suisses (UPS), organisation des paysans «dissidents», traverse depuis des mois une crise grave. Son comité a pris récemment une série de décisions qui annoncent des temps encore plus difficiles.

La maladie, puis la disparition de Raymond Chatte avait déjà porté un coup dur à un mouvement qu'il personnifiait et dont les membres s'identifiaient au «diable boiteux» de Vicq. Le reste est venu en sus: des Vaudois qui n'aiment pas davantage la domination fribourgeoise que la domination bernoise, un désaccord sur certaines actions concrètes, une grogne provoquée par l'espacement des parutions de «L'Union», entre autres.

UN TERRAIN CONVOITÉ

Il faut mentionner aussi d'autres raisons plus profondes et moins connues qui tiennent au sens même du combat mené par l'Union des produc-

teurs suisses. Celle-ci a vu se rétrécir non seulement sa «clientèle» potentielle, laminée par le dépeuplement des campagnes, mais aussi son terrain d'action, habilement occupé par l'Union suisse des paysans (USP). L'organisation des «paysans officiels», emmenée par René Juri (l'un des trois Vaudois qui sait parler en haut-lieu de politique agricole en suisse-allemand, avec Jean-Claude Piot et Pierre Arnold, un beau trio de quasi-contemporains) a en effet repris à son compte les revendications protectionnistes de l'Union des producteurs suisses; moyennant quoi, chaque année, le Conseil fédéral élève une barrière douanière de plus, sous forme de suppléments de prix, qui freinent les achats à l'étranger et/ou facilitent l'écoulement de la production indigène; il ne restait plus à l'Union des producteurs suisses qu'à brûler la paille importée ou à pouiller les statistiques douanières, chapitre «gibier», l'Union suisse des paysans ayant obtenu satisfaction et ayant pu faire ainsi oublier son appui de principe au contingentement laitier de même que le retrait de l'initiative sur l'imposition des denrées fourragères.

Par ailleurs, l'Union des producteurs suisses a eu de plus en plus de peine à communiquer son idéologie, d'une cohérence perceptible au deuxième degré et à long terme seulement: il est difficile de lever la contradiction apparente entre une lutte contre le malthusianisme officiel en matière agricole et un combat pour une totale protection douanière au même chapitre... Et il faut une bonne dose de catholicisme rural pour préconiser le don des surplus européens (et même suisses) de poudre de lait à ceux-qui-ont-faim, au lieu d'affecter les fonds publics correspondants au subventionnement de la (non)production indigène.

Et pour couronner le tout, un facteur important auquel la sociologie des organisations suisses devra un jour consacrer une étude fouillée: les idées, les mouvements naissent en Suisse romande, s'y développent, connaissent à retardement un essor plus ou moins spectaculaire outre-Sarine... et dès lors, il devient difficile aux Romands de poursuivre sur leur lancée, de survivre même. Les consommatrices

y sont à peu près parvenues, mais les verticaux et autres écolos, débordés par les vents alémaniques? L'Union des producteurs suisses est peut-être victime d'une farce analogue: l'Union des petits et moyens paysans alémanique (UKMB), longtemps squelettique, est en train de récolter avec un certain succès les signatures pour «son» initiative populaire que lui a soufflée la maison Denner (cf. DP 697, «Petits domaines et grandes surfaces») — et pourrait bien «décoller» à cette occasion — Hochuli n'est pas Chatte, qui n'aurait jamais marché avec un grand distributeur.

En tout état de cause, il devient difficile pour l'Union des producteurs suisses de jouer même le rôle de la mouche du coche: l'Union suisse des paysans est plus puissante et plus officielle que jamais. Les choses en sont à ce point que la «Terre romande», bien dans la ligne officielle, a le triomphe modeste; dans son dernier numéro, elle se contente de citer «L'Union» du 8 août dernier, annonçant les mesures prises par le comité des «dissidents», respect traditionnel et terrien pour l'adversaire en mauvaise posture bien sûr, mais aussi sérénité de celui qui tient (pour le moment) le couteau par le manche.

EN BREF

L'édition d'hebdomadaires américains en Europe est courante. Les quotidiens, eux aussi, n'ignorent pas ce «créneau»: «Herald Tribune» a une longue tradition européenne; «Wall Street Journal» paraît en Europe depuis quelques mois. Et maintenant, c'est le nouveau quotidien «USA Today» qui prépare une édition internationale transmise par satellite.

* * *

Pour répondre au défi des déficits accumulés et pour assurer la parution de l'hebdomadaire, une association de «supporters» du «WoZ» (Wochenzeitung) vient de se constituer à Zurich. Cotisation annuelle: 250 francs, avec des arrangements possibles pour les économiquement faibles.